

Unité Départementale du Morbihan

LORIENT, le 19/09/2022

34, rue Jules LEGRAND  
56 100 LORIENT

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SMURFIT KAPPA FRANCE**

5 avenue du Général de Gaulle  
94160 ST MANDE

**Références : CG/PD/E/2022-236**

Code AIOT : 0005501702

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2022 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE implanté Zone de Caradec B.P. 2 56120 GUEGON. L'inspection a été annoncée le 06/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMURFIT KAPPA FRANCE
- Zone de Caradec B.P. 2 56120 GUEGON
- Code AIOT : 0005501702
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SMURFIT fabrique des emballages destinés à plus de 90 % à la chaîne agro-alimentaire, mais aussi à l'emballage des produits d'hygiène ou de pharmacie.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Consommation d'eau

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 02/04/1998, article 15	/	Sans objet
2	Consommation d'eau de process	Arrêté Préfectoral du 12/08/2022, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant travaille depuis 2017 sur des réductions de la consommation d'eau de process.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/04/1998, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de 3 compteurs généraux (bâtiment principal, incendie et usine) et de 29 sous compteurs au niveau de l'usine, ce qui lui permet de surveiller ses consommations poste par poste.  La consommation est relevée hebdomadairement et est portée dans un registre informatique (consommation journalière de 23 m3/jour environ).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : Consommation d'eau de process

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Restriction d'usage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> - réduction a minima de 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne interannuelle calculée sur les 5 dernières années sur la période d'application des mesures de restriction*, hors mesure de restriction pouvant aller jusqu'à l'arrêt des prélèvements sur décision du préfet motivée par les usages EDCH ou état du milieu naturel ;  * Période du 28 juillet (Sarre et Yvel), ou 1er août (Ellé, amont Inam), ou 12 août 2022 (reste du département) jusqu'au 30 novembre 2022.  - relevé des compteurs à fréquence bimensuelle ;  - bilan mensuelle des mesures mises en place et des économies d'eau réalisées en application des mesures de réduction de la consommation d'eau.
<b>Constats :</b> 95% de notre consommation d'eau est destiné au process : <ul style="list-style-type: none"><li>· Fabrication de colle pour le carton ondulé ;</li><li>· Chaudière pour la fabrication du carton ;</li><li>· Fabrication et nettoyage des encres ;</li></ul> <p>L'exploitant nous a présenté son suivi annuel de sa consommation d'eau sur 5 ans. Depuis 2017, il s'est engagé dans une démarche de réduction de sa consommation d'eau de process, ce qui lui a permis de passer de 10 523 m3/an en 2017 à 8 019 m3/an en 2021, soit une réduction de 24 % sur 5 ans.</p> <p>Comme prévu par l'arrêté préfectoral, l'exploitant a calculé sa consommation hebdomadaire moyenne sur les 5 dernières années, sur la période d'application des mesures de restriction (12 août 2022 - 30 novembre 2022) ; elle est de 175 m3 hebdomadaire. Sa consommation d'eau a été ramenée à 159 m3 hebdomadaire au mois d'août car le travail a été effectué en 2/8 au lieu de 3/8 d'ordinaire, soit une économie de 9%. Un plan d'action a été établi en vue de continuer à réduire la consommation d'eau de process (modernisation de la chaudière, acquisition d'une machine de nettoyage automatique anilox) avec des investissements prévus pour le 1er trimestre de l'année prochaine.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet